

Direction des collectivités  
et de l'appui territorial  
Bureau de l'aménagement, de l'urbanisme  
et des installations classées  
Réf : PC

**Arrêté préfectoral**

**levant la mise en demeure engagée à l'encontre de la société Carrières et Matériaux Sud-Est (CMSE)  
de respecter les prescriptions applicables à l'exploitation de son établissement  
situé sur la commune de LOYETTES.**

**La préfète de l'Ain,  
Chevalier de la Légion d'Honneur,  
Officier de l'Ordre national du Mérite,**

- VU le code de l'environnement, notamment ses articles L.171-6, L.171-7, L.171-8, L.511-1 et L.514-5 ;
- VU le code de justice administrative, notamment son article R.421-1 relatif aux délais et voies de recours ;
- VU l'arrêté préfectoral du 24 juin 2003 autorisant la société CMSE, dont le siège social est situé 855, rue René Descartes – 13100 AIX-EN-PROVENCE, à exploiter une carrière de matériaux alluvionnaires sur le territoire de la commune de LOYETTES ;
- VU l'arrêté préfectoral complémentaire du 22 novembre 2021 prorogeant la durée d'autorisation environnementale et modifiant les conditions d'exploitation et de remise en état de la carrière exploitée par la société CMSE sur le territoire de la commune de LOYETTES ;
- VU l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994 modifié relatif aux exploitations de carrières ;
- VU l'arrêté ministériel de prescriptions générales du 12 décembre 2014 relatif aux conditions d'admission des déchets inertes dans les installations relevant des rubriques 2515, 2516, 2517 et 2760-3 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;
- VU l'arrêté préfectoral du 23 décembre 2023 mettant en demeure la société CMSE de respecter les prescriptions de l'article 3 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 22 novembre 2021 susvisé concernant l'admission et la gestion des déchets inertes pour le remblaiement dans le cadre de la remise en état de sa carrière située à LOYETTES ;

CONSIDÉRANT que l'inspection des installations classées a constaté lors de la visite d'inspection du 29 mars 2024 :

- la réception exclusive de déchets admissibles pour le remblayage,
- l'évacuation du lot de 2 500 m<sup>3</sup> qui ne respecte pas les critères d'admission,
- le nettoyage de la zone de remblais définitive et le retrait des déchets non admis ;

CONSIDÉRANT dès lors qu'il y a lieu de lever la mise en demeure engagée par arrêté préfectoral du 23 décembre 2023 ;

SUR proposition de madame la secrétaire générale de la préfecture ;

## **ARRÊTE**

### **Article 1 :**

La mise en demeure engagée par arrêté préfectoral du 23 décembre 2023 à l'encontre de la société CMSE, dont le siège social est situé 855, rue René Descartes – 13100 AIX-EN-PROVENCE, concernant l'admission et la gestion des déchets inertes pour le remblaiement dans le cadre de la remise en état de sa carrière située à LOYETTES, est levée.

### **Article 2 – Recours**

En application des dispositions inscrites au code de l'environnement, le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction.

Conformément au code de justice administrative, il peut être déféré au tribunal administratif de Lyon, par la personne qui en fait l'objet, par voie de recours formée contre une décision, dans les deux mois à partir de la notification ou de la publication de la décision attaquée.

Le tribunal administratif peut également être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site Internet « [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr) ».

### **Article 3 – Notification et publicité**

Le présent arrêté est notifié à l'exploitant.

Le présent arrêté devra être affiché à la porte principale de la mairie de LOYETTES pendant une durée d'un mois.

Il sera ensuite déposé dans les archives de la mairie pour mise à la disposition du public.

Le procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité sera adressé par le maire, à la préfète.

Le présent arrêté sera publié sur le site internet de la préfecture de l'Ain pendant une durée minimale de deux mois.

### **Article 4 – Exécution**

La secrétaire générale de la préfecture et le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement, sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté.

Copie est adressée à :

- monsieur le sous-préfet de BELLEY ;
- monsieur le maire de la commune de LOYETTES ;
- monsieur le chef de l'Unité Départementale de l'Ain – direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement (DREAL).

Fait à Bourg-en-Bresse, le

**27 JUIN 2024**

Le préfète,  
Pour la préfète,  
La secrétaire générale,



Virginie GUERIN-ROBINET